

Synthèse d'étude - GoRénov

Dans le cadre de la planification écologique régionale issue de la COP Occitanie, la rénovation énergétique des logements et des bâtiments tertiaires constitue un enjeu majeur. Face à la croissance démographique, au poids du bâtiment dans les consommations énergétiques et aux effets du changement climatique, notamment sur le confort d'été, l'accélération de la rénovation du parc existant apparaît comme un levier essentiel pour réduire les consommations et les émissions tout en améliorant le confort et la résilience des bâtiments.

Les entreprises du bâtiment sont au cœur de cette transformation, mais doivent faire face à de nombreux défis : difficultés de recrutement et renouvellement des compétences, complexité réglementaire et administrative, instabilité des dispositifs ou encore incertitudes économiques. Dans ce contexte, la DREAL Occitanie et la DREETS Occitanie ont souhaité mieux comprendre les compétences nécessaires à la rénovation énergétique, les freins et leviers à sa massification et les stratégies mises en œuvre par les professionnels pour s'adapter.

L'étude GoRénov' s'appuie ainsi sur une démarche « bottom-up », fondée sur le retour d'expérience des entreprises du bâtiment, afin de faire émerger des pistes d'action adaptées aux réalités du terrain. Pensée comme un laboratoire d'idées à l'échelle régionale, elle vise à identifier des leviers mobilisables localement et à alimenter les réflexions des services de l'État et de leurs partenaires, notamment en matière de compétences et de formation. La démarche se veut complémentaire des dispositifs nationaux et va volontairement au-delà de la seule question des aides financières.

1. Qui a répondu à l'enquête ?

L'enquête, construite à partir d'une vingtaine d'entretien qualitatif, repose sur 315 réponses d'entreprises du bâtiment. Bien qu'elle constitue une approche monographique fondée sur des données déclaratives, les résultats apparaissent cohérents avec les réalités observées dans le secteur et permettent d'identifier des tendances concernant les pratiques, les besoins et les difficultés rencontrées par les professionnels.

Les répondants sont majoritairement des entreprises de petite taille, fortement ancrées dans leur territoire et intervenant principalement sur le marché de la maison individuelle. Ce modèle économique repose sur la proximité avec les clients, la connaissance du tissu local et le bouche-à-oreille. Cette organisation contribue à la

stabilité de l'activité, mais peut rendre plus difficile la prise en charge de projets complexes nécessitant une coordination entre plusieurs corps de métier.

L'enquête met également en évidence un engagement réel du secteur dans la rénovation énergétique. Une part importante des entreprises est formée à ces enjeux, mobilise les dispositifs d'aide existants et constate une augmentation des demandes de travaux. Cette dynamique reste toutefois variable selon la taille des structures et les ressources dont elles disposent.

En parallèle, les résultats confirment une problématique importante pour le secteur : le manque de main-d'œuvre qualifiée. Les difficultés de recrutement, les tensions sur certains métiers, les capacités limitées d'accueil des apprentis et les enjeux de fidélisation des salariés peuvent freiner le développement des entreprises. Leur capacité à répondre à une augmentation importante de la demande apparaît ainsi fortement liée aux ressources humaines et organisationnelles dont elles disposent.

À cela s'ajoute un contexte marqué par une certaine instabilité des dispositifs d'aides et des évolutions réglementaires, perçue par les entreprises comme un frein au développement de leur activité. À noter que l'ambition de l'enquête était d'aller au-delà de la seule question des aides financières, qui n'était volontairement pas placée au cœur de l'analyse.

2. Les compétences nécessaires pour mener à bien un chantier de rénovation énergétique

Dans le questionnaire, les compétences nécessaires pour mener à bien un chantier de rénovation énergétique spontanément citées par les professionnels ont été mise en regard de celles évaluées dans le questionnaire. Ce croisement confirme que les compétences identifiées reflètent bien les réalités de terrain exprimées par les répondants. Dans cette perspective, plusieurs axes de réflexion opérationnels se dégagent.

Structurer la montée en compétences vers une logique de projet

Il apparaît nécessaire de dépasser une approche centrée uniquement sur les techniques ou les matériaux pour favoriser le développement de compétences transversales comme le diagnostic global du bâtiment, le conseil et l'accompagnement du client, la compréhension économique des projets, la coordination interprofessionnelle. Une piste porte donc sur l'accompagnement des professionnels vers des fonctions de pilotage.

Adapter les dispositifs d'accompagnement à la diversité des entreprises

Les besoins semblent différer légèrement selon la taille et donc l'organisation des entreprises. Une approche différenciée apparaît comme plus pertinente. Les entreprises de moins de 10 salariés, peuvent être accompagnées vers plus de polyvalence (plus de compétence pour un même salarié). Les entreprises plus structurées, quant à elles, seraient a priori plus enclines à être accompagnées dans le développement de fonctions de coordination, de gestion de projet et de spécialisation des rôles.

Soutenir l'émergence de fonctions de coordination de la rénovation globale

Les projets de rénovation énergétique d'ampleur, impliquent l'intervention de plusieurs corps de métier. Le développement de compétences de chef d'orchestre du projet constitue un levier majeur pour garantir la qualité des projets et assurer leur réussite. Quelques leviers d'actions peuvent consister en favoriser la formation au pilotage de chantier multi-corps de métier, en encourageant la reconnaissance de ces fonctions de pilotage et de coordination dans les parcours professionnels et en développant les logiques de groupements d'entreprises.

Renforcer la confiance des ménages et valoriser le professionnalisme du secteur

L'étude souligne l'importance des savoir-être professionnels et de la relation client, dans un contexte où l'image du secteur reste fragilisée par une minorité d'entreprises aux pratiques frauduleuses. Pour renforcer cette confiance envers les professionnels du bâtiment, il est important de valoriser les entreprises engagées dans des démarches de qualité, en mettant en avant leur professionnalisme et leur respect des normes. Parallèlement, il convient de sécuriser les parcours des particuliers, afin de garantir que chaque projet se déroule de manière fiable, transparente et conforme aux attentes. Enfin, renforcer la lisibilité des compétences professionnelles auprès du grand public garantirait que les clients puissent identifier clairement les professionnels qualifiés et compétents.

Au regard des résultats, la rénovation énergétique ne constitue pas uniquement un enjeu financier ou réglementaire, mais avant tout un enjeu de compétences et d'organisation de la filière. L'action publique régionale peut jouer un rôle structurant en articulant :

- formation initiale et continue,
- accompagnement des entreprises,
- animation territoriale des acteurs,
- reconnaissance progressive des nouvelles compétences nécessaires à la rénovation globale.

La transition énergétique du parc bâti repose également sur la capacité de la filière à faire évoluer les professionnels du bâtiment d'une logique d'exécution vers une logique d'ingénierie de rénovation énergétique.

3. Freins, leviers et initiatives face à la massification de la rénovation énergétique des bâtiments en Occitanie

L'analyse des réponses met en évidence plusieurs catégories de freins rencontrés par les entreprises dans le développement de la rénovation énergétique. Ces freins se distinguent à la fois par leur impact sur l'activité des entreprises et par la possibilité d'agir à l'échelle locale pour les réduire. Cette distinction est importante : les difficultés les plus fortement ressenties ne sont pas nécessairement celles sur lesquelles les acteurs régionaux disposent des marges de manœuvre les plus importantes.

Les risques exogènes, comme l'instabilité des politiques d'aide à la rénovation énergétique ou les difficultés liées aux appels d'offres, pèsent fortement sur l'activité des entreprises mais offrent peu de possibilités d'action à l'échelle locale. Ils contribuent notamment au manque de visibilité du marché et compliquent la capacité des entreprises à anticiper leur activité. Sur ces sujets, les leviers locaux relèvent davantage de l'information, de la veille et de la remontée des difficultés rencontrées par les professionnels.

Les risques économiques ont des conséquences plus directes sur l'activité des entreprises. Les délais de versement des aides, l'augmentation du coût des matériaux, la méconnaissance des dispositifs d'aide ou encore les difficultés d'accès à la qualification RGE peuvent peser sur la trésorerie, les capacités d'investissement et la réalisation des projets. Ces difficultés font apparaître des besoins en matière d'accompagnement, d'information et de simplification des parcours administratifs et financiers.

Les risques organisationnels constituent un enjeu important sur lequel des leviers peuvent être mobilisés localement. Le manque de main-d'œuvre qualifiée, les difficultés de coordination sur les chantiers ou encore les problématiques d'assurabilité traduisent des besoins en matière de compétences, d'organisation et de coopération entre professionnels. Les pistes d'action concernent notamment la montée en compétences, le renforcement de la coordination entre les acteurs et le développement de pratiques partagées.

Enfin, d'autres risques, moins fortement ressentis, peuvent néanmoins accentuer les difficultés rencontrées par les entreprises. C'est notamment le cas de la méconnaissance de certaines évolutions réglementaires ou des difficultés d'approvisionnement. Des actions de veille, de formation ciblée, de diffusion des bonnes pratiques ou encore des réflexions autour de la mutualisation des achats et du stockage des matériaux peuvent constituer des pistes de réponse.

Cette analyse permet ainsi de dépasser le simple constat des freins pour identifier les domaines sur lesquels une action régionale peut avoir un effet concret. Les principales marges de manœuvre se situent notamment autour des compétences, de l'accompagnement des entreprises, de la coordination des acteurs et de la sécurisation de leur activité. Enfin, l'analyse des commentaires laissés par les répondants confirme globalement les freins identifiés et fait ressortir un enjeu supplémentaire : la concurrence entre professionnels. Les répondants évoquent notamment les écarts de qualification, certaines pratiques de dumping ou le non-respect des normes. Ces pratiques sont perçues comme pouvant accentuer les tensions économiques, fragiliser la qualité des travaux et dégrader la confiance envers les professionnels. Elles font notamment émerger une attente autour du contrôle des pratiques et des conditions d'accès au marché, qui se retrouve également dans les leviers d'action proposés par les entreprises.

L'analyse des freins montre que toutes les difficultés rencontrées par les entreprises n'offrent pas les mêmes possibilités d'action à l'échelle locale. L'analyse des leviers permet de prolonger ce constat en identifiant les solutions jugées les plus pertinentes par les professionnels et celles sur lesquelles les acteurs régionaux disposent de marges de manœuvre.

Dans l'ensemble, les entreprises répondantes montrent une forte adhésion aux leviers proposés. Leurs attentes concernent en premier lieu la sécurisation de la filière, avec notamment le renforcement du contrôle de la fraude. Cette priorité fait écho aux problématiques de concurrence et de confiance identifiées précédemment. Si les moyens de contrôle relèvent principalement du niveau national, des actions locales peuvent contribuer à améliorer l'image du secteur, à valoriser les professionnels qualifiés et à renforcer la confiance des ménages. Les leviers liés à l'évolution de la réglementation sont également jugés importants, mais restent difficilement actionnables à l'échelle locale. Ils traduisent principalement une attente de simplification et de stabilité des dispositifs. Sur ces sujets, le rôle des acteurs régionaux relève davantage de l'information, de l'accompagnement et de la remontée des difficultés rencontrées par les entreprises.

À l'inverse, les leviers organisationnels et opérationnels offrent des possibilités d'action plus directes. Ils répondent aux principaux freins sur lesquels une intervention locale est envisageable : complexité administrative, difficultés de coordination des projets ou encore manque de main-d'œuvre qualifiée. Les entreprises expriment ainsi des besoins en matière d'accompagnement administratif, de montée en compétences, de coordination entre acteurs et de meilleure reconnaissance des compétences.

Les réponses libres viennent compléter ces résultats. Elles confirment les attentes en matière de simplification administrative et de stabilité des dispositifs, mais font

également ressortir des besoins autour de la régulation du secteur, de la sécurisation économique des opérations et de l'innovation technique. Cette dernière peut constituer un levier transversal pour accompagner l'évolution des pratiques et répondre à certaines difficultés rencontrées par les professionnels.

Enfin, les initiatives déjà mises en œuvre par les entreprises montrent qu'elles s'adaptent aux évolutions du marché, mais avec des capacités différentes selon leur taille et leurs ressources. Les entreprises de plus de 10 salariés s'engagent davantage dans des démarches d'investissement, de formation ou de spécialisation, tandis que les petites structures mettent plus souvent en œuvre des adaptations ponctuelles. Ces différences soulignent la nécessité de proposer des réponses adaptées à la diversité des entreprises du bâtiment.

Dans l'ensemble, les leviers identifiés prolongent directement l'analyse des freins : l'enjeu est à la fois d'agir sur les difficultés pour lesquelles des solutions locales peuvent être mises en œuvre et d'accompagner les entreprises face aux contraintes qui dépendent davantage du cadre national. Les principales marges d'action concernent ainsi la montée en compétences, l'accompagnement des entreprises, la coordination des acteurs, la simplification des pratiques et la valorisation de la filière.

En conclusion, quelques pistes d'actions à mener

GoRénov met en lumière que la massification de la rénovation énergétique ne dépend pas uniquement des capacités techniques des professionnels. Elle repose également sur la structuration et l'image de la filière, les compétences disponibles, l'organisation des entreprises et la capacité à coordonner des projets de plus en plus complexes. Les pistes d'action identifiées sont étroitement liées et peuvent ainsi contribuer à lever plusieurs freins simultanément.

Plusieurs axes se dégagent. **Améliorer l'image du secteur** apparaît comme un enjeu à la fois de confiance des ménages et d'attractivité des métiers. Cela passe notamment par la valorisation des professionnels qualifiés, la lutte contre les pratiques frauduleuses et une meilleure lisibilité des parcours de rénovation. **Accompagner la montée en compétences et renforcer l'attractivité de la filière** constitue également une priorité pour répondre au manque de main-d'œuvre qualifiée et aux nouvelles compétences nécessaires à la rénovation énergétique.

L'enquête fait également ressortir la nécessité de **mieux accompagner les entreprises dans leur gestion administrative**, à travers des démarches plus lisibles, des outils adaptés, un accompagnement de proximité et une meilleure articulation entre les temporalités administratives et celles des chantiers. En parallèle, le **renforcement de l'ingénierie et de la coordination des projets**, notamment pour les rénovations d'ampleur, constitue un levier pour sécuriser les opérations : recours à la maîtrise

d'œuvre ou à l'assistance à maîtrise d'ouvrage selon les besoins, montée en compétences sur la coordination et développement de groupements ou de formes de mutualisation entre entreprises.

Enfin, certains freins, notamment l'instabilité des dispositifs, relèvent principalement du cadre national. L'enjeu à l'échelle régionale est alors d'**assurer un rôle de relais**, à travers la veille, le partage d'informations et la remontée des difficultés rencontrées par les entreprises et les ménages. Ces différents axes constituent une base pour poursuivre les réflexions et construire des actions adaptées aux réalités des entreprises du bâtiment en Occitanie.

>> Le rapport complet est disponible via [ce lien](#)